

**COMMUNE DE VALBONNE**

**B.P 109**

**06902 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS**

**ACHAT ET LIVRAISON DE MOBILIERS POUR DIVERSES SALLES DE LA COMMUNE DE VALBONNE**

CONSULTATION

Date et heure limites de remise des propositions : le **22 avril 2025 à 12 h**

Réponses aux questions des candidats au plus tard : le **17 avril 2025**

**Direction des Finances**

**Service Achats/Marchés Publics   
 2025**

***Préambule***

# La présente consultation a pour objet : l’achat, la livraison, l’installation et le montage de mobiliers pour la nouvelle salle des jeunes ainsi que le Tiers lieu du quartier de Garbejaïre. Ces locaux ont fait l’objet de travaux de rénovation et de réhabilitation. Ils ont été réaménagés et seront inaugurés en mai / juin 2025.

**Lieux** :

* **Salle des jeunes**: Centre de Vie – place Méjane - Garbejaïre à Valbonne– 06560
* **Tiers lieu** : place Méjane – Garbejaïre à Valbonne – 06560

**Cette consultation porte uniquement sur l’achat de mobiliers.**

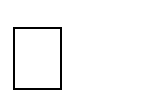
**Les livraisons se feront sur les trois lieux distincts indiqués dans la D.P.G.F.**

**Détails des besoins** : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) jointe en annexe 1.

Les plans des salles sont joints en annexes.

***Critères de sélection des offres***

# 1/ Valeurs « technique et environnementale » sur 50 points : pondérée à 50 %

**Pour juger le critère « valeur technique et environnementale », seront pris en considération les éléments suivants (note sur 50 points)**

* Qualité, robustesse, durabilité et solidité (fiches techniques) conformes aux descriptifs
* Ergonomie, esthétique et fonctionnalité
* Modalités d’installation des mobiliers / matériels
* Garantie / SAV
* Respect : norme NF environnement ou toute autre norme, bois utilisé certifié PEFC ou FSC, choix des emballages des emballages, application loi AGEC

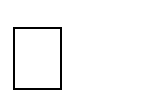
# Normes :

Tous les mobiliers proposés doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur, celles-ci seront détaillées à l’annexe 1.

# Fiches techniques :

A fournir à l’appui du dossier de réponse pour chacun des articles listés dans la D.P.G.F.

# 2/ Valeur financière sur 50 points : pondérée à 40 %

**Pour juger le critère « valeur financière » (note sur 50 points) seront pris en considération le coût total de la prestation pour la fourniture, livraison, montage, installation, récupération des emballages et le pourcentage de rabais sur les prix publics catalogue.**

* A partir de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) – sur 40 points

Formule de notation : N = M/M1 x 40 (M = offre la plus basse, M1 = offre examinée)

* A partir du pourcentage de rabais sur le prix catalogue - sur 10 points

Formule de notation R : R = R1/R x 10 (R = remise la plus élevée, R1 = remise examinée)

**Mobiliers pour diverses salles de la Commune**

|  |  |
| --- | --- |
| **Montant de la D.P.G.F. (Annexe 1)** | **En €** |
| Montant hors taxes | ………………………. |
| T.V.A. taux en vigueur de % | ………………………… |
| Montant toutes taxes comprises | ………………………… |

Montant T.T.C. arrêté en lettres à :

…………………………………………………………………………………………………………

|  |  |
| --- | --- |
| **Rabais sur catalogue/prix publics**  **(en %)** | ………………… |

# 3/ Délai de livraison et installation sur 50 points : pondérée à 10 %

* A partir du délai indiqué par le candidat :

Formule de notation : N = M/M1 x 50 (M = délai le plus court, M1 = délai examiné)

|  |  |
| --- | --- |
| **Délais de livraison** (à préciser en jours calendaires) | ……………………………………………….. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Délai de garantie** (à préciser en mois)  **S.A.V.** (à préciser) | ……………………………………………….  ……………………………………………….. |

Chaque critère fera l’objet d’une notation selon la pondération annoncée. La note finale résulte de l’addition des notes de chaque critère.

La société ayant obtenu le meilleur classement sera déclarée attributaire.

# Nomenclature CPV (classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens)

* CPV : 39110000-6 – Sièges, chaises et articles assimilés
* CPV : 39120000-9 – Tables, armoires, bureaux

# Prix :

Les prix proposés sont fermes et définitifs, ils sont établis en euros (€) et ne comporteront que ***2 décimales maximum après la virgule***.

# Paiement :

Envoi des factures via CHORUS PRO après réception définitive et sans réserve des mobiliers, paiement par virement administratif dans un délai global de 30 jours.

Les communications et les échanges d’informations, dont l’envoi des propositions, sont uniquement effectués par voie électronique, par le biais de la plateforme [www.marches-](http://www.marches-securises.fr/) [securises.fr](http://www.marches-securises.fr/), en application de la réglementation.

***Communications et conditions de remise des propositions***

Concrètement cela comprend :

* La mise à disposition des documents de la consultation,
* La réception des propositions,
* Tous les échanges avec les entreprises (questions/réponses…),
* Les notifications des décisions (rejet).

La remise des plis s’effectue obligatoirement par voie électronique à l’adresse suivante :

[https://www.marches-securises.fr](https://www.marches-securises.fr/)

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai imparti sera ouverte.

* La présentation sur un support physique électronique n’est pas autorisée
* L’envoi des offres par voie postale n’est pas autorisé
* La remise des offres contre récépissé n’est pas autorisée

***Si une nouvelle offre est transmise par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l’offre précédente.***

***Si un candidat souhaite compléter ou rectifier le contenu de son offre dématérialisée, il devra transmettre une nouvelle offre COMPLETE et non seulement l’élément supplémentaire ou modifié, car un deuxième envoi annule et remplace le premier.***

Le délai de validité des offres est fixé à 60 (soixante) jours à compter de la date limite de remise des offres.

***Renseignements complémentaires***

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard à la date précisée en page de garde du présent document, une demande via le profil d’acheteur :

[https://www.marches-securises.fr](https://www.marches-securises.fr/) rubrique questions/réponses "poser une question au pouvoir adjudicateur".

Une réponse sera alors adressée par voie dématérialisée à la même adresse, à tous les candidats ayant été destinataires du dossier, au plus tard à la date précisée en page de garde du présent règlement de consultation.

Une réunion de mise au point du marché sera programmée dès la notification du marché, à laquelle participeront le(s) titulaire(s) du marché et l’ensemble des services concernés par ce dossier.

***Procédures de recours***

Le tribunal territorialement compétent est le :

# Tribunal Administratif de Nice

18 avenue des Fleurs - CS 61039 - 06050 Nice Cedex 1

Téléphone : 04 89 97 86 00 Courriel : [greffe.ta-nice@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nice@juradm.fr) [http://nice.tribunal-administratif.fr](http://nice.tribunal-administratif.fr/)

Mention du site pour déposer un recours : [https://www.telerecours.fr](https://www.telerecours.fr/)

Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours » accessible depuis le site internet [**www.telerecours.fr**](http://www.telerecours.fr/)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l’introduction des recours :

# Service du Greffe du Tribunal Administratif de NICE

18 avenue des Fleurs - CS 61039 - 06050 Nice Cedex 1

Téléphone : 04 89 97 86 00 Courriel : [greffe.ta-nice@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nice@juradm.fr) [http://nice.tribunal-administratif.fr](http://nice.tribunal-administratif.fr/)

Mention du site pour déposer un recours : [https://www.telerecours.fr](https://www.telerecours.fr/)

***Introduction des recours***

# Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

* Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
* Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l’article R. 551-7 du CJA.
* Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
* Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l’organisme.

Le Code de Justice Administrative français et la décision du Conseil d’Etat sont consultables sur le site : [http://www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr/).